

# Les Unions départementales de Côte-d'Or CGT - FSU - Solidaires

## Le 16 octobre, étape de la riposte sociale ! LA SÉCURITÉ SOCIALE EST EN DANGER

La Sécurité sociale, pilier de notre système de protection sociale, est l'objet d'attaques incessantes du patronat et du gouvernement. Les droits des salarié-es et des retraité-es sont remis en cause, tant du point de vue de l'assurance maladie que de la retraite ou de la politique familiale. Il en résulte toujours plus de difficultés pour se soigner, pour élever ses enfants, pour vivre décemment sa retraite... La dette publique est le prétexte du gouvernement pour imposer ses politiques d'austérité.

Au lieu de lutter contre les spéculations financières et réduire les intérêts astronomiques

de la dette, au lieu de repenser une fiscalité plus juste et plus efficace, au lieu de développer les services publics indispensables amortisseurs à la crise économique, au lieu de relancer l'activité économique, le gouvernement préfère flatter le patronat, en s'attaquant aux chômeurs et à la protection sociale comme le prouve le projet de loi de financement de la sécurité sociale et le projet de loi de finances à la fin de cette année. Au nom du dogme de réduction drastique des dépenses publiques, ce sont en réalité des milliards d'euros qui sont détournés de la richesse nationale pour alimenter le capital et les intérêts financiers.

Cette politique est très loin de toute possibilité de relance économique, pourtant indispensable pour sortir de la crise et de l'impasse néo-libérale où nous nous trouvons.

**Au contraire, pour assurer le développement de la Sécurité Sociale et sa capacité à mieux répondre aux besoins en matière d'accès aux soins, de retraite, de prestations familiales, il faut augmenter ses ressources.**

### Et c'est possible, les richesses sont là !

Le niveau des dividendes distribués par les entreprises est aujourd'hui comparable à la totalité des dépenses de retraite tous régimes confondus, soit largement plus de 200 milliards d'euros.

Comme vient de le révéler la Cour des comptes, la fraude aux cotisations des employeurs représente pour les régimes un manque à gagner de plus de 25 milliards d'euros.

En outre, 230 milliards d'euros d'argent public sont versés aux entreprises pour soi-disant favoriser l'emploi.

Or ces aides, qui proviennent de nos impôts, ne sont soumises à aucun contrôle ni contreparties et servent uniquement à augmenter la profitabilité pour accroître les dividendes versés (+ 30 % au 1<sup>er</sup> semestre 2014). Ces 230 milliards seraient bien mieux utilisés s'ils étaient mis à disposition du financement des hôpitaux, des universités, d'une manière générale des services publics, de la Sécurité sociale et à l'investissement dans l'outil productif.

## **Pour sauver la Sécurité Sociale, il faut :**

- **La création d'emplois stables et correctement rémunérés.**
- **Une croissance réactivée par une véritable politique industrielle et des services publics performants.**
- **Une redistribution des richesses créées favorable au monde du travail.**
- **L'augmentation et la revalorisation des salaires.**

Au lieu de cela, ce ne sont que licenciements et précarisation toujours plus importante de l'emploi, amputations de salaires, des pensions, des indemnités chômage ou encore récemment des prestations familiales, insécurisation des conditions de travail, attaques brutales contre la protection sociale et les services publics et notamment celui de la santé... Bref, ce sont l'ensemble des conditions de vie de la population de ce pays, de même que partout en Europe, qui sont la cible de ces politiques obstinées, économiquement inefficaces et injustes socialement. Au péril de la démocratie alors que partout les partis xénophobes et nationalistes menacent.

**Seul un rapport de force massif des salarié-es, fonctionnaires, retraité-es, chômeurs-ses, étudiant-es peut enrayer ces agressions sociales.**

Les unions départementales CGT, FSU et Solidaires de Côte-d'Or appellent par conséquent toutes et tous à venir manifester leur forte opposition à ces politiques devant la **Préfecture le jeudi 16 octobre à 17 heures.**

**La Sécurité Sociale : C'est VITAL !  
Mobilisons nous pour la faire vivre**